

✚ Ford n'a pas rassuré les salariés de Blanquefort

Pour la première fois depuis la reprise de l'usine de Blanquefort par Ford, deux importants dirigeants européens sont venus sur le site ce jeudi 3 janvier. En effet, Ken Mac Farlane et Nick Caton, n° 2 et n° 3 de Ford Europe, ont rencontré ce matin les syndicats du site girondin. Symboliquement, un rassemblement des personnels a été organisé à l'appel de la CGT devant l'usine. Pour rappel, l'usine de Blanquefort a été rachetée au 1er janvier dernier par Ford après l'avoir vendue en février 2009 à HZ Holding. Très attendus par les 1 600 salariés, les responsables de Ford ont déçu. Ils n'ont toujours pas de projet structurant capable de maintenir tous les emplois.

"Est-ce que Ford est venu faire du tourisme industriel ou est-ce qu'ils ont la ferme intention de maintenir le site en activité et aussi de sauvegarder les emplois ? Le fait est que Ford n'a pas répondu à cette question. Le doute subsiste. Pire même, car les projets promis ne se précisent en rien. Et c'est très dangereux. Alors est-ce que Ford joue la montre ? Est-ce que Ford travaille vraiment à trouver un projet structurant ? Difficile de faire confiance". Le communiqué de la CGT de l'usine de Ford Blanquefort en dit long sur leur déception. Pour le syndicat, cette rencontre avec les grands patrons de Ford s'apparente à "une séance de baratinage". Philippe Poutou, son délégué, précise que la seule annonce a été que le projet de reconditionnement, qui concerne 165 emplois, n'est pas rentable.

Les élus locaux oubliés par Ford

De leur côté, les principaux responsables politiques de la région, Vincent Feltesse, maire de Blanquefort, président de la Communauté urbaine de Bordeaux, Alain Rousset, député de la Gironde, président du Conseil régional d'Aquitaine, Philippe Madrelle, sénateur de la Gironde, président du Conseil général de la Gironde, Alain Juppé, maire de Bordeaux, premier vice-président de la Communauté urbaine, regrettent de ne pas avoir pu rencontrer aujourd'hui Ken Mac Farlane, vice-président de Ford Europe. Pour manifester leur mécontentement, ils ont cosigné un courrier à son attention. Ils y écrivent : "en tant qu'élus du suffrage universel en charge de collectivités locales de plein exercice, il nous semble qu'une rencontre avec vous, que nous avons par ailleurs sollicitée à plusieurs reprises auprès de Ford Europe, se justifiait à plus d'un titre...". Les élus rappellent au passage qu'ils ont "d'ores et déjà bénéficié de la part de la région Aquitaine, d'une aide de 600 000 euros pour la mise en place d'un plan de formation visant la sécurisation des parcours professionnels des salariés du site...". Mais aussi, que "dans la France contemporaine coexistent depuis plusieurs décennies en vertu du principe de décentralisation deux interlocuteurs que les industriels ont appris à traiter sur un pied d'égalité : l'Etat et les Collectivités territoriales. Nous aimerions à ce titre parvenir avec vous à un stade plus naturel de collaboration où le travail est davantage co-construit, gage de réussite de vos projets sur le long terme", conclut le texte. La CGT, quant à elle, redoute que les dirigeants de Ford essaient de "faire passer une première pilule, celle de supprimer 338 emplois en douceur, par des départs volontaires. Et derrière, qu'est-ce qu'ils nous préparent ? Du chômage partiel ? Et après, un autre plan social ?", s'interroge le syndicat. Une manière de faire comprendre aux dirigeants de Ford qu'il vaudrait mieux venir la prochaine fois avec des projets en main...

Photo : FORD - Tous droits réservés

Nicolas César